

---

**Chambre des représentants  
de Belgique**

---

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999(\*)

10 MARS 1999

---

**PROPOSITION DE LOI**

**relative au statut social  
des artistes de spectacle**

(Déposée par MM. Stefaan De Clerck et  
Luc Goutry)

---

**DÉVELOPPEMENTS**

---

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition a pour objet de régler, après maintes vicissitudes, le problème de la protection sociale des artistes de spectacle. Nous nous sommes inspirés, pour la rédiger, des constatations et recommandations adoptées à l'unanimité par la sous-commission de la commission des Affaires sociales chargée d'examiner la problématique du statut social des artistes de spectacle (voir Doc. n° 205/2 - 95/96).

La présente proposition vise à fixer de nouvelles règles pour les artistes de spectacle visés à l'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Au bout d'un certain temps et après évaluation de ces règles, on pourra envisager de les rendre applicables à d'autres catégories d'artistes et même à d'autres formes de travail atypique.

---

(\*) Cinquième session de la 49<sup>ème</sup> législature

---

**Belgische Kamer  
van volksvertegenwoordigers**

---

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (\*)

10 MAART 1999

---

**WETSVOORSTEL**

**houdende het sociaal statuut  
van de podiumkunstenaars**

(Ingediend door de heren Stefaan De Clerck  
en Luc Goutry)

---

**TOELICHTING**

---

DAMES EN HEREN,

De bedoeling van dit voorstel is een einde te maken aan de aanslepende problematiek inzake de sociale bescherming van de podiumkunstenaars. Het wetsvoorstel is geïnspireerd op de vaststellingen en aanbevelingen zoals die eenparig werden aangenomen door de subcommissie sociale zaken inzake het sociaal statuut van de podiumkunstenaars (zie Gedr. St. K., nr.205/2 - 95/96).

Dit wetsvoorstel beoogt nieuwe regels in het leven te roepen voor schouwspelartiesten zoals bedoeld in artikel 3, 2° van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Na zekere tijd en na evaluatie van deze regels, kan overwogen worden deze ook van toepassing te maken op andere categorieën van kunstenaars of zelfs op andere vormen van a-typische arbeid.

---

(\*) Vijfde zitting van de 49<sup>ste</sup> zittingsperiode

Les artistes de spectacle relèvent du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés. Ce statut a ses avantages, mais aussi ses inconvénients. En vertu de l'arrêt de cassation du 12 février 1979, tous les artistes de spectacle qui sont engagés contre rémunération en vue de se produire au cours de représentations sont censés exercer cette activité dans des conditions analogues à celles dans lesquelles les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail exercent leur activité. Il est ressorti de l'analyse à laquelle a procédé la sous-commission de la commission des Affaires sociales que l'article en question et l'arrêt de la Cour de cassation ont créé une fiction juridique intenable. D'un point de vue strictement juridique, tout artiste de spectacle est en effet considéré comme un travailleur salarié. Par conséquent, aucun artiste de spectacle ne peut s'installer comme indépendant, bien que, dans un certain nombre de cas, ce statut épouse parfaitement la réalité socio-économique.

Cette fiction est en outre indéfendable dans une perspective européenne. Le fait d'obliger l'artiste à exercer une activité dans le cadre juridique d'un contrat de travail peut en effet constituer une violation du principe de la libre circulation des services (arrêt de la Cour de justice du 5 juin 1997, C-398/95; *J.T.*, Droit européen 1997, 228 e.s).

La présente proposition de loi vise à mettre fin à cette fiction juridique et à instaurer des règles qui correspondent mieux à la réalité de la profession d'artiste de spectacle. Elle permettra également de mettre fin, par la même occasion, à certains montages juridiques destinés uniquement à contourner la législation actuelle et son application.

L'objectif principal est d'améliorer la protection sociale des artistes de spectacle en instaurant un système global et sans faille organisant le paiement effectif et contrôlable des cotisations sociales. Ce serait tout profit pour les pouvoirs publics (ressources supplémentaires pour la sécurité sociale), pour l'artiste de spectacle concerné (meilleure protection sociale sans tracasseries administratives) et pour l'organisateur (exonération des obligations légales découlant des réglementations existantes et de la jurisprudence).

Quels artistes?

Nous partons de l'article 3, 2°, de l'arrêté royal précité, étant entendu:

- qu'en néerlandais, le terme *schouwspelartiesten* est remplacé par le terme *podiumkunstenars*, qui correspond mieux à la réalité;
- que le Roi peut toujours adapter la notion d'«artiste de spectacle» à l'évolution de la profession;

Podiumkunstenars ressortent sous le régime de sécurité sociale des travailleurs salariés. Dit heeft voordelen maar ook nadelen. Krachtens het arrest van 12 februari 1979 van het Hof van Cassatie worden alle schouwspelartiesten, die tegen betaling van een loon aangeworven worden om op te treden tijdens voorstellingen, geacht dit te doen in gelijkaardige voorwaarden als die van werknemers met een arbeidsovereenkomst. Uit het onderzoek van de subcommissie sociale zaken is gebleken dat het betrokken artikel en het arrest van het Hof van Cassatie een onhoudbare juridische fictie in het leven hebben geroepen. Strikt juridisch wordt iedere podiumkunstenaar als werknemer beschouwd. Bijgevolg kan geen enkele podiumkunstenaar zich als zelfstandige vestigen, alhoewel dit in een aantal gevallen volledig overeenstemt met de sociaal-economische realiteit.

Deze fictie is ook vanuit Europees perspectief onhoudbaar. Het dwingend opleggen van de rechtsvorm van een arbeidsovereenkomst kan immers een inbreuk vormen op het vrij verkeer van diensten (arrest van het Hof van Justitie van 5 juni 1997, C-398/95; *J.T.*, Droit européen 1997, 228 e.v.).

Dit wetsvoorstel tracht aan deze juridische fictie een einde te maken en regels in te voeren die aansluiten bij de werkelijkheid inzake het beroep van schouwspelartiest. Hierdoor kan ook een einde gemaakt worden aan oneigenlijke juridische constructies, die worden opgezet om de huidige wetgeving en de toepassing ervan te ontwijken.

De hoofdbedoeling is een betere sociale bescherming te bieden aan de podiumkunstenars door een sluitend systeem in het leven te roepen waardoor de sociale bijdragen effectief en op een controleerbare manier betaald worden. Dit is een goede zaak voor de overheid (inkomsten voor de sociale zekerheid), de betrokken podiumkunstenaar (een betere sociale bescherming zonder administratieve rompslomp) en de opdrachtgever (vrijstelling van de wettelijke verplichtingen die voortvloeien uit de bestaande regelgevingen en rechtspraak).

Welke kunstenaars?

Het bestaande artikel 3,2° van het bovengenoemde koninklijk besluit is het uitgangspunt, met dien verstande dat:

- in overeenstemming met de huidige werkelijkheid, de term «schouwspelartiesten» vervangen wordt door de term «podiumkunstenars»;
- de Koning het begrip «podiumkunstenaar» steeds kan aanpassen aan de evolutie in het beroep;

- que le champ d'application peut être étendu à d'autres catégories ou à toutes les catégories d'artistes.

La loi ne s'appliquera ni aux artistes de spectacle engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée ni à ceux qui bénéficient d'un statut de fonctionnaire. Il est en effet inutile d'intervenir là où les artistes de spectacle bénéficient déjà d'une protection sociale efficace et où les règles de sécurité sociale sont applicables.

La loi s'appliquera en revanche aux artistes de spectacle qui exercent leurs activités par le biais d'une personne morale. Ils seront dès lors également tenus de s'affilier à un secrétariat agréé pour artistes de spectacle. Cette mesure vise non pas à mieux protéger ces artistes de spectacle, qui, en général, bénéficient déjà d'une protection sociale dans le régime des travailleurs salariés ou dans celui des travailleurs indépendants, mais à obtenir une meilleure vue d'ensemble du secteur des arts du spectacle.

Toute personne travaillant en Belgique en tant qu'artiste de spectacle doit s'affilier à un secrétariat pour artistes de spectacle agréé à cet effet. Comme preuve de cette affiliation, l'artiste de spectacle recevra une attestation qu'il devra posséder pour pouvoir accomplir des prestations de travail. Le but de cette obligation est de garantir aux artistes concernés une protection sociale aussi large que possible.

La présente proposition de loi part du principe que les prestations artistiques sont considérées comme des prestations de travail, mais qu'eu égard à leurs spécificités, elles doivent être traitées autrement que les prestations de travail «classiques».

Celui qui conclut, avec l'artiste de spectacle, un contrat pour l'accomplissement de prestations artistiques est considéré comme l'organisateur. L'organisateur doit conclure un contrat type avec l'artiste de spectacle concerné, qu'il rémunérera à partir de ce moment par le biais du secrétariat pour artistes de spectacle. Nous proposons d'instaurer à cet effet des règles spécifiques qui sont examinées ci-dessous.

#### La fiction du statut d'employeur

L'article 3, 2°, de l'arrêté royal précité pose également des problèmes aux personnes qui engagent des artistes de spectacle. Il a été fait observer à plusieurs reprises au sein de la sous-commission que le régime en vigueur suscite la confusion et l'insécurité juridique. Celui qui est considéré comme employeur dans le régime actuel n'est souvent pas un employeur au sens classique du terme, en particulier si les presta-

- het toepassingsgebied kan uitgebreid worden tot andere of alle categorieën van kunstenaars.

Niet onder het toepassingsgebied van dit voorstel vallen de podiumkunstenaars die verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die welke als ambtenaar gebonden zijn door een statuut. In situaties waarin podiumkunstenaars reeds een afdoende sociale bescherming genieten en waarop de bestaande socialezekerheidsregels van toepassing zijn, hoeft immers niet ingegrepen te worden.

Vallen daarentegen wel onder het toepassingsgebied, podiumkunstenaars die hun activiteiten uitoefenen via een rechtspersoon. Bijgevolg worden zij eveneens verplicht om zich aan te sluiten bij een erkend secretariaat voor podiumkunstenaars. De bedoeling hiervan is echter niet om die podiumkunstenaars beter te beschermen. In de meeste gevallen genieten zij immers al sociale bescherming in het stelsel van de werknemers of dat van de zelfstandigen. De bedoeling is wel een beter zicht te krijgen op de sector van de podiumkunsten.

Iedere persoon die in België als podiumkunstenaar werkt, moet zich aansluiten bij een daartoe erkend secretariaat voor podiumkunstenaars. Van deze aansluiting ontvangt de betrokken podiumkunstenaar een bewijs, dat hij nodig zal hebben om arbeidsprestaties te leveren. De bedoeling van deze verplichting is een zo groot mogelijke sociale bescherming.

Het uitgangspunt van dit wetsvoorstel is dat artistieke prestaties als arbeidsprestaties worden beschouwd maar omwille van hun specifieke kenmerken anders moeten behandeld worden dan arbeidsprestaties in de klassieke zin.

De persoon die met de betrokken podiumkunstenaar een overeenkomst sluit voor het leveren van artistieke prestaties, wordt beschouwd als opdrachtgever. De opdrachtgever moet met de betrokken podiumkunstenaar een modelovereenkomst sluiten en betaalt de artiest voortaan via het secretariaat voor podiumkunstenaars. Daartoe wordt een specifieke regeling in het leven geroepen die verder besproken wordt.

#### De fictie van het werkgeverschap

Artikel 3, 2° van het voornoemde koninklijk besluit veroorzaakt ook moeilijkheden voor de personen die podiumkunstenaars engageren. Meermaals is in de subcommissie gesteld dat de bestaande regeling verwarring en rechtsonzekerheid veroorzaakt. Wie in de huidige regeling als werkgever wordt beschouwd, is veelal geen werkgever in de klassieke betekenis, vooral wanneer de geleverde prestaties eenmalig of

tions effectuées sont non récurrentes ou très occasionnelles. On est fondé à se demander dans quelle mesure un tel employeur exerce une autorité et un contrôle sur l'artiste de spectacle qu'il a engagé (cela n'irait-il pas à l'encontre de la liberté artistique?).

Selon la lettre de la loi, les artistes de spectacle peuvent avoir un grand nombre d'employeurs différents. Il est irréaliste de croire que ces «employeurs» sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations en matière de sécurité sociale. Les artistes de spectacle ne peuvent de ce fait notamment pas prouver un nombre de jours de travail suffisant pour bénéficier d'allocations de chômage, n'ont pas droit aux allocations familiales et ne bénéficient d'aucun revenu de remplacement en cas de maladie.

La présente proposition de loi vise à mettre un terme à cette fiction juridique.

Les secrétariats pour artistes de spectacle.

Ces secrétariats jouent un rôle essentiel dans le régime proposé. Pour pouvoir être agréé, un secrétariat pour artistes de spectacle devra emprunter la forme d'une ASBL et satisfaire à une série de conditions spécifiques.

Une des principales missions du secrétariat pour artistes de spectacle sera d'examiner à quel statut l'artiste de spectacle devra être soumis.

Celui qui satisfait aux conditions requises pour s'établir comme indépendant sera affilié par le secrétariat pour artistes de spectacle auprès de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants avec laquelle ce secrétariat a conclu un accord de coopération.

L'artiste de spectacle indépendant sera soumis, en matière de sécurité sociale, aux mêmes dispositions que les autres indépendants, mais il aura en outre à se conformer à deux conditions supplémentaires:

- il devra conclure un contrat type avec l'organisateur pour chaque prestation artistique;

- il devra remettre chaque trimestre une liste des prestations qu'il a effectuées au secrétariat pour artistes de spectacle.

Les autres artistes de spectacle relèveront du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, moyennant quelques règles spécifiques: le secrétariat pour artistes de spectacle se chargera en effet de déclarer les prestations, de calculer la rémunération, de verser les cotisations de sécurité sociale (cotisations patronales et personnelles) et de verser le précompte professionnel. Le secrétariat paiera la rému-

neer occasioneel zijn. Terecht kan men zich de vraag stellen in hoeverre een dergelijke werkgever gezag en toezicht uitoefent op de betrokken podiumkunstenaar (zou dit niet haaks staan op de artistieke vrijheid?).

Volgens de letter van de wet kunnen podiumkunstenaars een groot aantal wisselende werkgevers hebben. Het is utopisch om aan te nemen dat deze zogenaamde werkgevers bij machte zijn om te voldoen aan alle socialezekerheidsverplichtingen. Hierdoor kunnen podiumkunstenaars onder meer onvoldoende arbeidsdagen bewijzen voor de werkloosheid, hebben zij geen recht op kinderbijslag en geen vervangingsinkomen ingeval van ziekte.

Dit voorstel beoogt een einde te maken aan deze juridische fictie.

De secretariaten voor podiumkunstenaars

Deze secretariaten vervullen een essentiële rol in de voorgestelde regeling. Om erkend te kunnen worden moet een secretariaat voor podiumkunstenaars de vorm aannemen van een v.z.w. en voldoen aan een aantal specifieke voorwaarden.

Een van de belangrijkste opdrachten van het secretariaat voor podiumkunstenaars is te onderzoeken onder welk statuut de betrokken podiumkunstenaar dient te ressorteren.

Wie voldoet aan de voorwaarden om zich als zelfstandige te vestigen, zal door het secretariaat voor podiumkunstenaars aangesloten worden bij de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen, waarmee het betrokken secretariaat een samenwerkingsakkoord heeft gesloten.

Voor zelfstandige podiumkunstenaars gelden dezelfde bepalingen inzake sociale zekerheid als voor andere zelfstandigen. Aan de podiumkunstenaar die zich als zelfstandige vestigt, worden nog twee bijkomende voorwaarden opgelegd:

- voor elke artistieke prestatie moet hij een modelovereenkomst sluiten met de opdrachtgever;

- elk kwartaal moet hij aan het secretariaat voor podiumkunstenaars een lijst van de geleverde prestaties bezorgen.

De andere podiumkunstenaars ressorteren onder het socialezekerheidsstatuut van de werknemers, met enkele specifieke regels: het secretariaat voor podiumkunstenaars staat immers in voor de aangifte van de prestaties, de loonberekening en de storting van de socialezekerheidsbijdragen (werkgevers- en werknemersbijdragen) alsook de storting van de bedrijfsvoorheffing. Het secretariaat betaalt het

nération nette à l'artiste et remettra à l'organisateur une facture pour un montant comprenant les cotisations de sécurité sociale, le précompte professionnel. La rémunération nette ainsi que les frais de gestion.

La relation juridique entre l'organisateur et le secrétariat pour artistes de spectacle est un mandat légal: le secrétariat veillera à satisfaire aux obligations de l'employeur.

Les secrétariats auront non seulement pour tâche de satisfaire aux obligations sociales et administratives, mais également de fournir des informations aux artistes de spectacle, au premier chef en ce qui concerne la sécurité sociale, mais également en ce qui concerne d'autres aspects de la profession.

### Contrats types

L'organisateur et l'artiste de spectacle doivent conclure un contrat type pour chaque prestation artistique. Si l'artiste de spectacle relève du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, le secrétariat pour artistes de spectacle reçoit une copie de chaque contrat type. Si un artiste de spectacle relève du champ d'application du statut social des travailleurs indépendants, un relevé de tous les organisateurs qui auront engagé cet artiste devra être transmis chaque trimestre au secrétariat.

### Service des artistes de spectacle

L'ONSS et l'INASTI créent ensemble un Service des artistes de spectacle. Ce service:

- veille à l'application correcte de la présente législation;
- est chargé de l'enregistrement obligatoire des artistes de spectacle;
- veille à ce que les artistes de spectacle soient assujettis au statut social qui correspond à la réalité socio-économique;
- examine, à la demande d'un secrétariat des artistes de spectacle, à quel statut social doit être assujetti un artiste de spectacle déterminé;
- est chargé de la perception, de l'encaissement, de la gestion et de l'affectation des amendes;
- tient une liste des artistes de spectacle qui offrent leurs services sur le marché ainsi qu'un relevé des problèmes auxquels ils sont confrontés en matière de statut social.

nettoloan aan de podiumkunstenaar en bezorgt aan de opdrachtgever een factuur voor een bedrag waarin de socialezekerheidsbijdragen, de bedrijfsvoorheffing en het nettoloan, alsook de beheerskosten begrepen zijn.

De rechtsverhouding tussen de opdrachtgever en het secretariaat voor podiumkunstenaars is een wettelijke lastgeving: het secretariaat staat in voor de werkgeversverplichtingen.

Naast het vervullen van de sociaal-administratieve verplichtingen, krijgen de secretariaten als taak informatie te verstrekken aan de podiumkunstenaars, op de eerste plaats inzake de sociale zekerheid, maar ook inzake andere aspecten van het beroep.

### Modelovereenkomsten

Voor elke artistieke prestatie moeten de opdrachtgever en de podiumkunstenaar een modelovereenkomst sluiten. Wanneer de podiumkunstenaar onder de sociale zekerheid voor werknemers ressorteert, ontvangt het secretariaat voor podiumkunstenaars een afschrift van elke modelovereenkomst. Wanneer een podiumkunstenaar ressorteert onder het toepassingsgebied van het sociaal statuut van de zelfstandigen, dient elk kwartaal een overzicht van alle opdrachtgevers aan het secretariaat bezorgd te worden.

### Dienst voor podiumkunstenaars

De RSZ en de RSVZ richten gezamenlijk een Dienst voor podiumkunstenaars op. Deze dienst:

- waakt over de correcte toepassing van deze wetgeving;
- wordt belast met de verplichte registratie van de podiumkunstenaars;
- waakt erover dat de podiumkunstenaars ressorteren onder het sociaal statuut dat overeenstemt met de sociaal-economische realiteit;
- gaat na, op verzoek van een secretariaat voor podiumkunstenaars, onder welk sociaal statuut een bepaalde podiumkunstenaar ressorteert;
- staat in voor de inning, de ontvangst, het beheer en de toewijzing van boetes;
- houdt een overzicht bij van de podiumkunstenaars die hun diensten op de markt aanbieden en de knelpunten die zij daarbij ondervinden inzake hun sociaal statuut.

### Contrôle et surveillance

Nous optons pour des sanctions alternatives.

Les artistes de spectacle qui ne respectent pas les dispositions de la présente loi peuvent être suspendus par le Service des artistes de spectacle pendant une période de 14 jours à un an.

Les organisateurs qui ne respectent pas les dispositions de la présente loi se voient appliquer une réglementation analogue à celle qui a cours dans le secteur de la construction et qui est basée sur la responsabilité solidaire.

### Commentaire des articles

L'article 1er renvoie aux articles de la Constitution qui qualifient la proposition de loi.

L'article 2 définit le champ d'application. Outre les modifications précitées de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, la présente proposition vise également à remplacer le mot «rémunération» par les mots «rémunération ou (...) tout autre avantage appréciable en argent».

L'article 2, § 2, dispose que les artistes de spectacle engagés dans les liens d'un contrat d'emploi à durée indéterminée sont exclus du champ d'application de la loi proposée. Il en va de même pour les artistes de spectacle engagés sous statut. Cela signifie que cette loi s'appliquera à tous les autres artistes de spectacle, même s'ils sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée ou pour un travail déterminé.

Les articles 3 et 4 règlent l'octroi et le retrait de l'agrément à un secrétariat pour artistes de spectacle.

L'article 5 prévoit que toute personne physique qui désire exercer une activité en qualité d'artiste de spectacle est tenue de s'affilier auprès d'un secrétariat agréé pour artistes de spectacle. L'artiste de spectacle se verra délivrer une attestation d'affiliation. Cette affiliation obligatoire assure à l'artiste une protection sociale complète.

L'article 6 contient un certain nombre de dispositions essentielles. C'est en effet le secrétariat pour artistes de spectacle qui est habilité à déterminer si l'artiste de spectacle relève du statut social des travailleurs indépendants ou de celui des travailleurs salariés. Si le secrétariat pour artistes de spectacle décide qu'un artiste de spectacle relève du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, il est responsable de la gestion des salaires telle qu'elle incombe aux employeurs (retenue et versement de cotisations de sécurité sociale et du précompte

### Controle en toezicht

Wij opteren voor alternatieve sancties.

Podiumkunstenaars die de bepalingen van deze wet niet naleven kunnen gedurende een periode van 14 dagen tot een jaar geschorst worden door de Dienst voor podiumkunstenaars.

Ten aanzien van opdrachtgevers die de bepalingen van deze wet overtreden, wordt een gelijkaardige regeling toegepast als in de bouwsector, namelijk op grond van de hoofdelijke aansprakelijkheid.

### Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 bevat de vereiste verwijzing naar de betrokken artikelen van de Grondwet.

Artikel 2 bepaalt het toepassingsgebied. Naast de hoger vermelde wijzigingen van het koninklijk besluit van 28 november 1969, vervangen wij eveneens de term «loon» door de woorden «vergoeding of een ander in geld waardeerbaar voordeel».

In artikel 2, §2, wordt bepaald dat podiumkunstenaars met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur buiten het toepassingsgebied van deze wet vallen. Hetzelfde geldt voor podiumkunstenaars met een statuut. Dat betekent dat alle andere podiumkunstenaars, ook al zijn ze verbonden door een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur of een bepaald werk, wel onder het toepassingsgebied van deze wet vallen.

De artikelen 3 en 4 handelen over de toekenning en intrekking van de erkenning van een secretariaat voor podiumkunstenaars.

Artikel 5 verplicht iedere natuurlijke persoon die een activiteit als podiumkunstenaar wenst uit te oefenen, zich aan te sluiten bij een erkend secretariaat voor podiumkunstenaars. Van die aansluiting krijgt de podiumkunstenaar een bewijs. Tegenover deze verplichte aansluiting staat de garantie van een sluitende sociale bescherming.

Artikel 6 bevat een aantal essentiële bepalingen. De bevoegdheid om de podiumkunstenaar onder te brengen onder het toepassingsgebied van het sociaal statuut der zelfstandigen of dat van de werknemers, komt immers toe aan het sociaal secretariaat voor podiumkunstenaars. Indien het secretariaat voor podiumkunstenaars beslist een podiumkunstenaar in het socialezekerheidsstelsel van de werknemers onder te brengen, staat het in voor de loonverwerking zoals die geldt voor werkgevers (inhouding en overstorting van sociale zekerheidsbijdragen en bedrijfs-

professionnel et paiement du salaire net). Le secrétariat pour artistes de spectacle est en outre responsable de toutes les obligations administratives dans le chef de l'artiste de spectacle concerné. S'agissant de l'artiste de spectacle relevant du statut social des travailleurs indépendants, le secrétariat pour artistes de spectacle est uniquement tenu d'affilier l'artiste de spectacle concerné auprès d'une caisse d'assurances sociales agréée.

En ce qui concerne les articles 9 à 11, qui traitent du contrat type et du Service pour artistes de spectacle, on se reportera à la partie générale des développements.

En vertu de l'article 12, le contrôle et la surveillance du respect de la loi sont assurés par les agents de l'inspection sociale. Il est prévu par ailleurs que le Roi peut désigner des fonctionnaires supplémentaires. Le Roi a également le pouvoir de charger le personnel du Service pour artistes de spectacle d'un certain nombre de tâches.

L'article 13 prévoit qu'un artiste de spectacle peut être suspendu en cas de non-respect d'un certain nombre de dispositions. La suspension implique qu'il lui est interdit de fournir des prestations en sa qualité d'artiste de spectacle. L'artiste de spectacle concerné doit néanmoins avoir d'abord l'occasion de remplir les obligations prévues par la loi: le Service ne peut prononcer une suspension - dont la durée peut varier de quatorze jours à un an - qu'après une mise en demeure.

L'article 14 dispose que les organisateurs qui engagent des artistes de spectacle qui ne satisfont pas aux obligations légales sont tenus de retenir un certain montant sur le cachet. L'organisateur qui ne respecte pas les dispositions de la loi proposée sera passible d'une amende à payer au Service.

L'application des dispositions de la loi proposée implique l'abrogation de l'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 (article 16).

voorheffing en betaling van het nettoloon). Daarnaast is het secretariaat voor podiumkunstenaren verantwoordelijk voor alle administratieve verplichtingen in hoofde van de betrokken podiumkunstenaar.

Ten aanzien van de podiumkunstenaar die onder het sociaal statuut der zelfstandigen ressorteert, heeft het secretariaat voor podiumkunstenaren enkel de verplichting de betrokken podiumkunstenaar aan te sluiten bij een erkende sociale verzekeringskas.

Voor de artikelen 9 t.e.m. 11, die handelen over de modelovereenkomst en de Dienst voor podiumkunstenaren, verwijzen wij naar de algemene toelichting.

Artikel 12 vertrouwt de controle en het toezicht op de naleving van deze wet toe aan de sociale inspecteurs. Tevens wordt bepaald dat de Koning bijkomende ambtenaren kan aanwijzen. De Koning kan eveneens het personeel van de Dienst voor podiumkunstenaren belasten met een aantal opdrachten.

Op grond van artikel 13 kan een podiumkunstenaar geschorst worden indien hij een aantal bepalingen van deze wet niet naleeft. Onder schorsing wordt verstaan dat het hem verboden wordt prestaties als podiumkunstenaar te verrichten. Toch moet de betrokken podiumkunstenaar eerst de kans krijgen zich naar de verplichtingen van deze wet te voegen: pas na een ingebrekestelling kan de Dienst een schorsing, waarvan de duur kan variëren tussen 14 dagen en een jaar, uitspreken.

Krachtens het voorgestelde artikel 14, moeten opdrachtgevers, die podiumkunstenaren engageren die niet voldoen aan de wettelijke verplichtingen, een inhouding verrichten op de uitkoopsom. Wanneer de opdrachtgever niet voldoet aan de bepalingen van deze wet, zal hij een boete moeten betalen aan de Dienst.

Om de bepalingen van deze wet van toepassing te maken, moet artikel 3, 2° van het koninklijk besluit van 28 november 1969 opgeheven worden (artikel 16).

S. DE CLERCK  
L. GOUTRY

## PROPOSITION DE LOI

---

### CHAPITRE I<sup>ER</sup>

#### Disposition générale

##### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, à l'exception de l'article 15, qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

### CHAPITRE II

#### Définitions et champ d'application

##### Art. 2

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par:

1° «artistes de spectacle»: les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques et de variété ainsi que les musiciens, les chefs d'orchestre, les maîtres de ballet et les artistes de complément qui se produisent, contre rémunération ou contre tout autre avantage appréciable en argent, au cours, entre autres, de représentations, de répétitions, d'émissions radiodiffusées ou télévisées, d'enregistrements sonores et visuels;

2° «organisateur»: toute personne physique ou morale qui conclut avec un artiste de spectacle le contrat type visé à l'article 9.

§ 2. L'artiste de spectacle qui est lié à un employeur par un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée, au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ne relève pas de la présente loi pour l'activité exercée en exécution de ce contrat.

L'artiste de spectacle qui effectue ses prestations artistiques dans un cadre statutaire ne relève pas de la présente loi pour ces activités.

§ 3. Le Roi peut adapter la notion d'artiste de spectacle visée au § 1<sup>er</sup>, 1°.

Le Roi peut étendre le champ d'application de la présente loi à l'ensemble des artistes ou à d'autres catégories d'artistes par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

## WETSVOORSTEL

---

### HOOFDSTUK I

#### Algemene bepaling

##### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van artikel 15, dat een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, regelt.

### HOOFDSTUK II

#### Definities en toepassingsgebied

##### Art. 2

§1. Voor de toepassing van deze wet, wordt verstaan onder:

1° «podiumkunstenaars»: de dramatische, lyrische, choreografische en variété-artiesten, alsmede de musici, de orkestleiders, de balletmeesters en de aanvullingsartiesten die tegen vergoeding of tegen een ander in geld waardeerbaar voordeel optreden tijdens onder meer voorstellingen, repetities, radio- en televisie-uitzendingen, geluid- en beeldopnamen;

2° «opdrachtgever»: iedere natuurlijke of rechtspersoon die met een podiumkunstenaar de modelovereenkomst bedoeld in artikel 9, sluit.

§2. De podiumkunstenaar die door een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur, zoals bedoeld in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, verbonden is met een werkgever, valt voor de activiteit die in uitvoering van deze overeenkomst wordt uitgeoefend, niet onder de toepassing van deze wet.

De podiumkunstenaar die zijn artistieke prestaties uitoefent in een statutair verband, valt voor die activiteit niet onder de toepassing van deze wet.

§3. De Koning kan het begrip «podiumkunstenaars» zoals bedoeld in §1, 1°, aanpassen.

De Koning kan het toepassingsgebied van deze wet uitbreiden tot alle kunstenaars of tot andere categorieën van kunstenaars, onder de voorwaarden bepaald bij een in ministerraad overlegd besluit.



## CHAPITRE III

**Secrétariats pour artistes de spectacle:  
création, agrément et missions**

## Art. 3

§ 1. Des secrétariats pour artistes de spectacle sont agréés dans le cadre de la présente loi.

Ces secrétariats empruntent la forme juridique d'une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

§ 2. Sont agréées en tant que secrétariats pour artistes de spectacle, les associations sans but lucratif:

1° dont les statuts prévoient qu'elles ont pour unique objet d'accomplir les tâches qui incombent aux secrétariats pour artistes de spectacle en vertu de la présente loi;

2° et qui ont conclu, au moment où elles ont demandé leur agrément, un accord de coopération:

- avec au moins une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, au sens de l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants

- et avec au moins un secrétariat social, au sens du chapitre IV de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 3. Le Roi fixe les modalités de la procédure d'agrément.

§ 4. L'agrément est accordé par le Roi, sur proposition du ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et du ministre qui a le statut social des indépendants dans ses attributions.

§ 5. Les secrétariats pour artistes de spectacle sont soumis au contrôle du Service des artistes de spectacle prévu à l'article 11.

## Art. 4

§ 1<sup>er</sup>. L'agrément en tant que secrétariat pour artistes de spectacle peut être retiré:

1° lorsque le secrétariat pour artistes de spectacle ne se conforme pas aux lois et règlements ou aux instructions des organes de contrôle;

## HOOFDSTUK III

**Secretariaten voor podiumkunstenars:  
oprichting, erkenning en opdrachten**

## Art. 3

§ 1. Binnen het kader van deze wet worden secretariaten voor podiumkunstenars erkend.

Deze secretariaten nemen de juridische vorm aan van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

§ 2. Worden als secretariaat voor podiumkunstenars erkend, de verenigingen zonder winstoogmerk die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° hun statuten bepalen dat zij tot enig doel hebben de taken te volbrengen die aan de secretariaten voor podiumkunstenars zijn opgelegd in het kader van deze wet;

2° zij hebben, op het ogenblik van hun erkenningsaanvraag, een samenwerkingsovereenkomst gesloten:

- met minstens een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen, zoals bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

- en met minstens een sociaal secretariaat zoals bedoeld in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers.

§3. De Koning bepaalt de nadere regels van de erkenningsprocedure.

§4. De erkenning wordt verleend door de Koning, op voorstel van de minister die de sociale zaken en de minister die het sociaal statuut van de zelfstandigen onder hun bevoegdheid hebben.

§5. De controle op de secretariaten voor podiumkunstenars wordt uitgeoefend door de Dienst voor podiumkunstenars zoals bedoeld in artikel 11.

## Art. 4

§ 1. De erkenning van een secretariaat voor podiumkunstenars kan worden ingetrokken:

1° wanneer een secretariaat voor podiumkunstenars de wetten en reglementen of de onderrichtingen gegeven door de controle-organen niet naleeft;

2° lorsque le secrétariat pour artistes de spectacle refuse de se soumettre au contrôle des instances compétentes;

3° lorsque les intérêts des artistes de spectacle affiliés sont sérieusement compromis en raison de la négligence ou de la mauvaise gestion du secrétariat pour artistes de spectacle;

4° lorsque, pendant trois années consécutives, abstraction faite des deux premières années suivant la date de l'agrément, le nombre des artistes de spectacle affiliés est inférieur à un nombre minimum fixé par le Roi.

§ 2. L'agrément est retiré par le Roi, selon des modalités qu'il détermine, sur proposition des ministres qui ont les Affaires sociales et le statut social des travailleurs indépendants dans leurs attributions.

#### Art. 5

Toute personne physique qui exerce en Belgique, en son nom propre ou par l'entremise d'une personne morale, une activité en qualité d'artiste de spectacle doit s'affilier auprès d'un secrétariat agréé pour artistes de spectacle. L'artiste de spectacle reçoit une attestation de cette affiliation.

Le Roi fixe les modalités de l'affiliation et de l'attestation.

#### Art. 6

§ 1<sup>er</sup>. Le secrétariat pour artistes de spectacle détermine, compte tenu de la réalité socio-économique, si l'artiste de spectacle affilié relève du champ d'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ou du champ d'application de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Le secrétariat pour artistes de spectacle attribue un numéro d'enregistrement à l'artiste de spectacle affilié. Ce numéro est attribué conformément aux modalités déterminées par le Roi.

§ 2. Si l'artiste de spectacle relève du régime social des travailleurs salariés, le secrétariat pour artistes de spectacle intervient en qualité de mandataire qui procède, en lieu et place de l'organisateur et pour le compte de celui-ci, à la déclaration des prestations et au versement des cotisations de sécurité sociale à l'Office national de sécurité sociale, ainsi qu'au versement du précompte professionnel et au paiement de la rémunération nette à l'artiste.

2° wanneer een secretariaat voor podiumkunstenars weigert zich te onderwerpen aan de controle van de bevoegde instanties;

3° wanneer door nalatigheid of slecht beheer van een secretariaat voor podiumkunstenars, de belangen van de aangesloten podiumkunstenars ernstig in gevaar worden gebracht;

4° wanneer, gedurende drie opeenvolgende jaren, de eerste twee jaren na de datum van de erkenning niet meegerekend, het aantal aangesloten podiumkunstenars minder bedraagt dan een door de Koning bepaald minimumaantal.

§2. De erkenning wordt ingetrokken door de Koning, volgens door Hem bepaalde nadere regels, op voorstel van de minister die de sociale zaken en de minister die het sociaal statuut van de zelfstandigen onder hun bevoegdheid hebben.

#### Art. 5

Iedere natuurlijke persoon die, in eigen naam of via een rechtspersoon, in België een activiteit als podiumkunstenaar uitoefent, moet zich aansluiten bij een erkend secretariaat voor podiumkunstenars. De podiumkunstenaar ontvangt een bewijs van deze aansluiting.

De Koning bepaalt de nadere regels inzake de aansluiting en het bewijs.

#### Art. 6

§ 1. Het secretariaat voor podiumkunstenars bepaalt, in overeenstemming met de sociaal-economische realiteit, of de aangesloten podiumkunstenaar ressorteert onder het toepassingsgebied van de wet van 29 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ofwel onder het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende de inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Het secretariaat voor podiumkunstenars kent aan de aangesloten podiumkunstenaar een registratienummer toe. De Koning bepaalt de nadere regels ter zake.

§2. Wanneer een podiumkunstenaar onder het sociaal stelsel van de werknemers ressorteert, treedt het secretariaat voor podiumkunstenars op als mandataris die in de plaats van en voor rekening van de opdrachtgever instaat voor de aangifte van de prestaties en de overstorting van de socialezekerheidsbijdragen aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid, alsook voor de overstorting van de bedrijfsvoorheffing en voor de betaling van het netto-loon aan de podiumkunstenaar.

L'organisateur communique, au moment fixé par le Roi, les prestations de l'artiste de spectacle au secrétariat pour artistes de spectacle auquel l'artiste de spectacle est affilié.

L'organisateur verse au secrétariat pour artistes de spectacle, au moment fixé par le Roi, un montant qui comprend les cotisations de sécurité sociale, le précompte professionnel, la rémunération nette à payer à l'artiste et les frais de gestion du secrétariat.

Le secrétariat pour artistes de spectacle verse les cotisations de sécurité sociale et le précompte professionnel aux administrations compétentes.

Le secrétariat pour artistes de spectacle paie la rémunération nette à l'artiste de spectacle.

§ 3. Si l'artiste de spectacle relève du régime social des travailleurs indépendants, le secrétariat pour artistes de spectacle veille à l'affilier auprès d'une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants.

#### Art. 7

Le Roi précise les modalités d'organisation et de rémunération des secrétariats pour artistes de spectacle agréés.

#### Art. 8

Le secrétariat pour artistes de spectacle remplit également une mission d'information générale à l'égard de tous les artistes de spectacle affiliés.

Le Roi peut préciser les modalités de cette mission.

### CHAPITRE IV

#### Le contrat type

#### Art. 9

L'organisateur et l'artiste de spectacle concluent un contrat type pour toute prestation artistique.

L'artiste de spectacle visé à l'article 6, § 2, transmet un exemplaire de chaque contrat type au secrétariat pour artistes de spectacle auquel il est affilié.

L'artiste de spectacle visé à l'article 6, § 3, transmet trimestriellement une liste de tous les organisateurs avec qui il a conclu un contrat type au secréta-

De opdrachtgever meldt, op het door de Koning bepaalde tijdstip, de prestaties van de podiumkunstenaar aan het secretariaat voor podiumkunstenaren waarbij de podiumkunstenaar is aangesloten.

De opdrachtgever betaalt, op het door de Koning bepaalde tijdstip, aan het secretariaat voor podiumkunstenaren een bedrag dat de socialezekerheidsbijdragen, de bedrijfsvoorheffing, het aan de podiumkunstenaar te betalen nettoloon en de beheerskosten van het secretariaat voor podiumkunstenaren omvat.

Het secretariaat voor podiumkunstenaren stort de socialezekerheidsbijdragen en de bedrijfsvoorheffing over aan de bevoegde administraties.

Het secretariaat voor podiumkunstenaren betaalt de netto-vergoeding aan de podiumkunstenaar.

§3. Wanneer de podiumkunstenaar onder het sociaal stelsel der zelfstandigen ressorteert, zorgt het secretariaat voor podiumkunstenaren voor de aansluiting van de podiumkunstenaar bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandigen.

#### Art. 7

De Koning bepaalt de nadere regels inzake de organisatie en vergoeding van de erkende secretariaten voor podiumkunstenaren.

#### Art. 8

Het secretariaat voor podiumkunstenaren vervult eveneens een algemene informatie-opdracht ten behoeve van alle aangesloten podiumkunstenaren.

De Koning kan nadere regels inzake deze opdracht vaststellen.

### HOOFDSTUK IV

#### De modelovereenkomst

#### Art. 9

Voor elke artistieke prestatie sluiten de opdrachtgever en de podiumkunstenaar een modelovereenkomst.

De in artikel 6, § 2, bedoelde podiumkunstenaar bezorgt een exemplaar van elke modelovereenkomst aan het secretariaat voor podiumkunstenaren waarbij hij aangesloten is.

De in artikel 6, § 3, bedoelde podiumkunstenaar bezorgt, per kwartaal, een lijst van alle opdrachtgevers met wie hij een modelovereenkomst heeft geslo-

riat pour artistes de spectacle. Le Roi précise la forme et les modalités de cette déclaration.

**Art. 10**

§ 1er. Le contrat type contient au moins les informations suivantes:

- 1° l'identité et l'adresse de l'organisateur;
- 2° l'identité, l'adresse et le numéro d'enregistrement de l'artiste de spectacle;
- 3° les données d'identification du secrétariat pour artistes de spectacle auquel l'artiste de spectacle est affilié;
- 4° le lieu, le jour, l'heure et la nature de la (des) prestation(s);
- 5° une mention précisant si l'artiste de spectacle agit en qualité de travailleur salarié ou en qualité de travailleur indépendant;
- 6° a) si l'artiste de spectacle agit en qualité de travailleur indépendant: le montant à facturer;
- b) si l'artiste de spectacle agit en qualité de travailleur salarié: la rémunération brute à payer.

§ 2. Lorsque les artistes de spectacle exercent leur activité en qualité de travailleur salarié, le contrat est établi en trois exemplaires. Un exemplaire est destiné à l'artiste de spectacle, un autre au secrétariat pour artistes de spectacle et le dernier à l'organisateur. L'artiste de spectacle transmet au secrétariat pour artistes de spectacle l'exemplaire qui lui est destiné.

Lorsque les artistes de spectacle exercent leur activité en qualité de travailleur indépendant, le contrat type est établi en deux exemplaires au moins.

§ 3. Le Roi détermine le modèle de ce contrat type.

**CHAPITRE V**

**Le Service des artistes de spectacle**

**Art. 11**

§ 1er. Il est créé, auprès de l'Office national de sécurité sociale et de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, un service commun des artistes de spectacle, dénommé ci-après le Service.

ten, aan het secretariaat voor podiumkunstenars. De Koning bepaalt de vorm van en de nadere regels inzake deze aangifte.

**Art. 10**

§1. De modelovereenkomst bevat minstens de volgende gegevens:

- 1° de identiteit en het adres van de opdrachtgever;
- 2° de identiteit, het adres en het registratienummer van de podiumkunstenaar;
- 3° de identificatiegegevens van het secretariaat voor podiumkunstenars waarbij de podiumkunstenaar is aangesloten;
- 4° de plaats, de dag, het uur, de duur en de aard van de prestatie(s);
- 5° de vermelding of de podiumkunstenaar optreedt als werknemer of als zelfstandige;
- 6° a) indien de podiumkunstenaar als zelfstandige optreedt: het te factureren bedrag;
- b) indien de podiumkunstenaar als werknemer optreedt: het te betalen brutoloon.

§2. Wanneer podiumkunstenars hun activiteit als werknemer uitoefenen, wordt de overeenkomst in drie exemplaren opgemaakt. Een exemplaar is bestemd voor de podiumkunstenaar, een voor het secretariaat voor podiumkunstenars en een voor de opdrachtgever. De podiumkunstenaar bezorgt het betrokken exemplaar aan het secretariaat voor podiumkunstenars.

Wanneer podiumkunstenars hun activiteit als zelfstandige uitoefenen, wordt de modelovereenkomst in tenminste twee exemplaren opgemaakt.

§3. De Koning bepaalt het model van deze modelovereenkomst.

**HOOFDSTUK V**

**De Dienst voor podiumkunstenars**

**Art. 11**

§1. Bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen wordt een gemeenschappelijke dienst « podiumkunstenars » opgericht, hierna « de Dienst » genoemd.

§ 2. Le Service est chargé:

1° de veiller à l'application de la présente loi;

2° d'établir un registre central des artistes de spectacle;

3° de se prononcer, à la demande d'un secrétariat pour artistes de spectacle, sur la question de savoir si un artiste de spectacle relève du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés ou du statut social des travailleurs indépendants;

4° de percevoir les montants retenus en application de l'article 14, de les gérer et de les verser à la sécurité sociale des travailleurs salariés ou à la sécurité sociale des travailleurs indépendants.

§ 3. Le Roi fixe les modalités de fonctionnement du Service.

## CHAPITRE VI

### Contrôle et sanctions

#### Art. 12

Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi contrôlent l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. Ces fonctionnaires exercent ce contrôle conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

#### Art. 13

L'artiste de spectacle qui relève du champ d'application de la présente loi et néglige de s'affilier à un secrétariat pour artistes de spectacle agréé, peut être suspendu par le Service pour une période de 14 jours à un an.

L'artiste de spectacle qui effectue ses prestations en qualité de travailleur salarié et néglige de transmettre un exemplaire du contrat type au secrétariat pour artistes de spectacle, peut se voir infliger un avertissement et/ou être suspendu par le Service pour une période de 14 jours à un an.

L'artiste de spectacle qui effectue ses prestations en qualité de travailleur indépendant et néglige de transmettre au secrétariat pour artistes de spectacle la liste trimestrielle prévue à l'article 9, alinéa 3, peut se voir infliger un avertissement et/ou être suspendu par le Service pour une période de 14 jours à un an.

§2. De Dienst heeft tot taak:

1° te waken over de toepassing van deze wet;

2° de podiumkunstenaars centraal te registreren;

3° zich uit te spreken, op verzoek van een secretariaat voor podiumkunstenaars, over de vraag of een podiumkunstenaar onder het toepassingsgebied van de sociale zekerheid der werknemers of dat van het sociaal statuut der zelfstandigen ressorteert;

4° de met toepassing van artikel 14 ingehouden bedragen, te innen, beheren en toe te wijzen aan de sociale zekerheid van de werknemers, hetzij de sociale zekerheid van de zelfstandigen.

§3. De Koning bepaalt de nadere regels voor de werking van deze Dienst.

## HOOFDSTUK VI

### Controle en sancties

#### Art. 12

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

#### Art. 13

De podiumkunstenaar die onder het toepassingsgebied van deze wet valt en nalaat zich aan te sluiten bij een erkend secretariaat voor podiumkunstenaars, kan door de Dienst geschorst worden gedurende een periode van 14 dagen tot een jaar.

De podiumkunstenaar die zijn prestaties als werknemer verricht en nalaat een exemplaar van de modelovereenkomst aan het secretariaat voor podiumkunstenaars te bezorgen, kan vanwege de Dienst een verwittiging krijgen en/of geschorst worden gedurende een periode van 14 dagen tot een jaar.

De podiumkunstenaar die zijn prestaties als zelfstandige verricht en nalaat de in artikel 9, derde lid, bedoelde kwartaallijst aan het secretariaat voor podiumkunstenaars te bezorgen, kan vanwege de Dienst een verwittiging krijgen en/of geschorst worden gedurende een periode van 14 dagen tot een jaar.

Art. 14

§ 1<sup>er</sup>. L'organisateur qui fait appel à un artiste de spectacle qui n'est pas affilié à un secrétariat pour artistes de spectacle est tenu de prélever et de verser au service prévu à l'article 11, 30% du montant revenant à l'artiste de spectacle. Ce montant est destiné à garantir le paiement des cotisations de sécurité sociale afférentes aux prestations accomplies.

L'organisateur qui omet de respecter l'obligation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est solidairement responsable de la moitié des dettes de sécurité sociale et d'impôts de l'artiste de spectacle afférentes aux prestations accomplies.

§ 2. L'organisateur qui fait appel à un artiste de spectacle relevant du champ d'application de la présente loi, sans conclure de contrat type est tenu de prélever 30% du montant revenant à l'artiste de spectacle.

L'organisateur qui omet de respecter l'obligation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est solidairement responsable de la moitié des dettes de sécurité sociale et d'impôts de l'artiste de spectacle afférentes aux prestations accomplies.

§ 3. L'organisateur qui fait appel à un artiste de spectacle qui doit être considéré comme travailleur salarié en vertu de la présente loi, et qui, en violation de l'article 6, § 2, paie directement à l'artiste de spectacle une partie de la rémunération ou de l'indemnité, peut être contraint, en guise de sanction, de verser le montant total de la rémunération au service, indépendamment du paiement partiel qui aurait déjà été effectué.

§ 4. Le ministre qui a les affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a le statut social des travailleurs indépendants dans ses attributions versent les montants retenus à la sécurité sociale des travailleurs salariés ou à la sécurité sociale des travailleurs indépendants.

CHAPITRE VII

**Dispositions modificative et abrogatoire  
et entrée en vigueur**

Art. 15

L'article 578 du Code judiciaire, modifié par les lois du 5 décembre 1968, du 4 août 1978, du 17 juillet 1997 et du 13 février 1998, est complété par une disposition, libellé comme suit:

Art. 14

§1. Wanneer een opdrachtgever een beroep doet op een podiumkunstenaar die niet is aangesloten bij een secretariaat voor podiumkunstenaars, dient hij 30 procent van het aan de podiumkunstenaar toekomende bedrag, in te houden en over te maken aan de Dienst, bedoeld in artikel 11. Dit bedrag is bestemd tot waarborg van de betaling van de socialezekerheidsbijdragen die op de verrichte prestaties betrekking hebben.

Als de opdrachtgever verzuimt de in het eerste lid bedoelde verplichting na te komen, is hij hoofdelijk aansprakelijk voor de helft van de socialezekerheids- en belastingschulden van de podiumkunstenaar, die op de verrichte prestaties betrekking hebben.

§2. Wanneer een opdrachtgever een beroep doet op een podiumkunstenaar die onder het toepassingsgebied van deze wet valt, zonder een modelovereenkomst te sluiten, dient hij 30 procent van het aan de podiumkunstenaar toekomende bedrag in te houden.

Als de opdrachtgever verzuimt de in het eerste lid bedoelde verplichting na te komen, is hij hoofdelijk aansprakelijk voor de helft van de socialezekerheids- en belastingschulden van de podiumkunstenaar, die op de verrichte prestaties betrekking hebben.

§3. Wanneer een opdrachtgever een beroep doet op een podiumkunstenaar die krachtens deze wet als werknemer moet beschouwd worden, en in strijd met artikel 6, §2, een gedeelte van het loon of van de vergoeding rechtstreeks aan de podiumkunstenaar betaalt, kan deze opdrachtgever verplicht worden het totale loonbedrag als sanctie over te maken aan de Dienst, ongeacht de gedeeltelijke betaling die mogelijkerwijze reeds zou gebeurd zijn.

§4. De minister die de sociale zaken en de minister die het sociaal statuut van de zelfstandigen onder hun bevoegdheid hebben, wijzen de ingehouden bedragen toe aan de sociale zekerheid van de werknemers, hetzij de sociale zekerheid van de zelfstandigen.

HOOFDSTUK VII

**Wijzigings- en opheffingsbepaling en  
inwerkingtreding**

Art. 15

Artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 december 1968, 4 augustus 1978, 17 juli 1997 en 13 februari 1998, wordt aangevuld met een 10<sup>o</sup>, luidende:

«10° des contestations concernant la loi du ... relative au statut social des artistes de spectacle.»

Art. 16

L'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs est abrogé.

Art. 17

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge* et au plus tard le 1er janvier 2000.

3 février 1999.

«10° van de geschillen die voortvloeien uit de wet van ... houdende het sociaal statuut van de podiumkunstenaars».

Art. 16

Artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt opgeheven.

Art. 17

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en uiterlijk op 1 januari 2000.

3 februari 1999

S. DE CLERCK  
L. GOUTRY  
S. CREYF  
G. D'HONDT  
J. LENSSENS